

PS et PTB sont obligés de négocier

Le succès de la gauche radicale met les socialistes sous pression. Pour freiner l'ascension du PTB, le PS veut pousser les communistes à « sortir du bois ».

La percée annoncée du PTB dans les communes où il a choisi de livrer la bataille électorale oblige le PS à se positionner stratégiquement face à sa gauche, pour éviter que le flux radical qui commence à monter mette en péril le leadership socialiste en Wallonie.

La parade idéale à la vague communiste montante n'existe pas, mais de nombreux édiles socialistes pensent que

la meilleure manière de ralentir l'élan du PTB reste encore de les « mouiller ». Ils veulent contraindre le parti de Raoul Hedebouw à sortir du bois : sont-ils prêts à gouverner avec les inévitables compromis qu'une coalition engendre, ou sont-ils incapables de dépasser un discours d'opposition ? La question a été posée par Elio Di Rupo lors d'un débat sur RTL-TVI : « *Nous sommes ouverts à discuter mais encore faut-il que les programmes convergent et qu'il y ait de la bonne volonté. On n'a pas le sentiment que le PTB s'habille du costume de celui qui veut négocier.* »

Paul Magnette à Charleroi, Willy Demeyer à Liège, Frédéric Daerden à Herstal et Francis Bekaert à Seraing ont donc invité leurs adversaires PTB à la

table des négociations pour des échanges qui s'annoncent plutôt formels et qui ont peu de chances d'aboutir.

Ces mains tendues n'en restent pas moins un message aux électeurs du PTB : le PS n'ignore pas leur vote ni leurs revendications.

En réponse à ces propositions, Raoul Hedebouw a expliqué que son parti est prêt « *à des compromis mais pas à des compromissions* ». « *Nous voulons une vraie politique de rupture qui propose une alternative au libéralisme. Nous ne participerons pas à des majorités pour y faire de la figuration et en être jetés au premier désaccord* », a-t-il ajouté.

La figure médiatique du PTB continue, prudent : « *Si nous avons envie d'aller au pouvoir ? Oui, mais nous devons d'abord voir ce qu'il y a dans l'assiette et les discussions peuvent prendre du temps.* » ■

Le PS veut pousser le PTB à « sortir du bois »

Rouges et rouges sont loin de s'entendre, mais ils sont obligés de discuter. PS et PTB se regardent en chiens de faïence – on n'oublie pas le fossé qui sépare historiquement, depuis plus d'un siècle, les familles socialiste et communiste ; pour autant, le ballet diplomatique à gauche est un exercice imposé.

Pour ce qui concerne le PS, c'est la question stratégique à 1.000 euros après la petite révolution des communales du 14 octobre qui a vu le PTB percer à peu près partout où il livrait bataille : comment « gérer » la suite ? Comment éviter que la gauche radicale qui se répand manifestement, en tout cas qui risque de se répandre, ne finisse par disputer leur (fragile) leadership aux sociaux-démocrates au prochain tour d'élections, en mai 2019 ?

Gauche toute

Les socialistes phosphorent. Que faire ? Ce n'est pas clair. La parade idéale n'existe pas. Mais à peu près tous en conviennent : là où le PTB arrive juste derrière dans la compétition électorale, il faut les « mouiller », au moins dans les négociations en vue de la formation des majorités communales. Et plus si affinités ? Peu y croient. Mais tous veulent contraindre le parti de Peter Mertens

et de Raoul Hedebouw à « *sortir du bois* » : sont-ils ouverts au compromis, sans lequel pas même une coalition rouge-rouge ne peut voir le jour ? On va voir ce qu'on va voir...

Interrogé ce lundi soir sur le plateau de la RTBF, Elio Di Rupo s'est dit prêt à discuter avec le PTB « *si les propositions sont réalistes* ». « *Nous avons pris l'option de discuter avec tous les partis, en fonction de leurs résultats électoraux* », a expliqué le président du PS, pour qui une alliance avec le parti d'extrême-gauche dans certaines communes est envisageable. « *Nous entamons des discussions et nous allons voir s'il y a une possibilité de convergence.* »

Raoul Hedebouw, pour sa part, s'est dit « *prêt à des compromis mais pas à des compromissions* » (la formule abondamment utilisée en campagne), à savoir : « *Nous voulons une vraie politique de rupture qui propose une alternative au libéralisme. Nous ne participerons pas à des majorités pour y faire de la figuration et en être jetés au premier désaccord.* » Dont acte.

En attendant, Catherine Moureaux (31,34 % des voix) a donné le signal dès dimanche soir, après sa victoire éclatante à Molenbeek. Elle nous confirmait lundi qu'elle avait pris contact avec Dirk De Block, tête de

liste PTB (13,61 %). Les deux délégations devaient se rencontrer lundi en fin d'après-midi. Catherine Moureaux a même élargi d'emblée les discussions aux écologistes.

Ici, le ballet diplomatique n'est pas convenu : vu le résultat des élections, et plus fondamentalement parce que c'est là sa conviction profonde, la socialiste est partante pour une alliance à gauche toute, ce qui serait une première et pèserait lourd dans la campagne pour les législatives de mai 2019. A Molenbeek donc, la balle est dans le camp du PTB.

Ailleurs, les échanges sont plus formels. Ils ont peu de chances d'aboutir. Ils ne sont pas moins réels et ont, eux aussi, leur poids politiquement.

Demeyer

« Ouvert aux discussions »

C'est le cas à Liège. Où Willy Demeyer (30,74 % des voix) a sollicité Sophie Lecron qui emmenait le PTB (16,32 %) en Cité ardente et qui talonne le MR (17,96 %) de Christine Defraigne. L'ex-futur mayor socialiste « acte » la progression du PTB (« *Je soutiens, nous dit-il, que ce qui manque cruellement, c'est une politique des villes, en termes de mobilité, de logement, de cadre de vie notamment, et que c'est cela qui pourrait faire reculer les extrémismes à l'ave-*

nir... ». Il se dit « ouvert aux discussions ».

A la fédération liégeoise du PS, on nous expliquait lundi qu'à Seraing également, Francis Bekaert, qui a emmené les socialistes (42,77 % des voix) et a la majorité absolue au conseil communal, ne fera pas non plus l'impasse, dans les discussions post-électorales, sur le PTB local (24,21 %) de

Damien Robert, bon deuxième dimanche dans la cité des Mathot,

même si l'extrême gauche ne le tente que très modérément.

Région liégeoise toujours : à Herstal, Frédéric Daerden (49,01 %), député bourgmestre, en majorité absolue, nous confie qu'il entend bien lancer des invitations côté PTB (24,49 %) et précise : « Je vais m'adresser à Nadia Moscufo, qui était tête de liste dans ma commune, mais aussi à Raoul Hedebouw, que j'aimerais entendre en direct »...

Chorégraphie obligée

Même scénario à Charleroi. Paul Magnette, vainqueur dimanche avec son PS (41,29 %), qui détient la majorité absolue lui aussi, entamera ses

consultations politiques - pour autant que l'interlocuteur soit partant, évidemment... - en recevant le PTB de Sofie Merckx (15,73 %). Cela, après avoir préalablement, explique-t-il, plus généralement, consulté une série d'acteurs de la société civile et associa-

tive sur les attentes sociales et le projet de ville.

Le ballet rouge est, on l'a dit, une chorégraphie obligée après les résultats enregistrés dimanche - du reste, en démocratie, on se parle. C'est bien le moins. La fin est écrite, en principe : on a le sentiment que l'alliance à gauche toute peut advenir à Molenbeek. Ailleurs, on voit mal. Néanmoins, l'après-élection conserve sa part de mystère et de suspense. ■

DAVID COPPI

MOLENBEEK		CHARLEROI		LIÈGE	
PS	31,3 % (+ 2,1)	PS	41,3 % (- 6,4)	PS	30,7 % (- 7,2)
PTB	13,6 % (+ 9,1)	PTB	15,7 % (+ 12,3)	PTB	16,3 % (+ 9,9)
HERSTAL		SERAING			
PS	49 % (- 2)	PS	42,8 % (- 7,6)		
PTB	24,5 % (+ 10,5)	PTB	24,2 % (+ 10,1)		

négociations L'éventail des coalitions s'ouvre plus largement en Wallonie

Une tendance lourde qui traverse-rait l'ensemble des scrutins qui ont eu lieu dimanche en Wallonie ? Plutôt que le succès évident d'Ecolo ou la percée remarquée du PTB, il faut peut-être souligner d'abord le gros tassement du PS parce que ce parti domine la vie politique régionale depuis des décennies. Un simple regard sur les résultats des élections provinciales suffit à comprendre : les socialistes tournent globalement autour des 25 %, un score historiquement bas qui ne permet plus d'être le seul maître à bord.

A l'échelon local, il faut donc composer, même quand on conserve de justesse une majorité absolue comme à Mons ou à Charleroi. Mais il faut surtout réfléchir à d'autres alliances quand les partenaires traditionnels trébuchent aussi, comme le MR à Tournai, le CDH à Liège ou le CDH et le MR dans un bel ensemble à Verviers où le PS navigue à contre-courant en réalisant un bon résultat.

PS, grand perdant

La chute des socialistes est une lame

de fond qui traverse les grandes villes : -6,2 % à Tournai, -10,91 % à Mons, le fief d'Elio Di Rupo, -6,68 % à La Louvière, -6,40 % à Charleroi, -9,88 % à Namur (et un maintien assuré dans l'opposition), -7,58 % à Seraing, -7,21 % à Liège... Et pourtant, à l'exception donc de Namur, le PS garde la main en vue de la constitution de majorités. Touchés, très rarement coulés : les socialistes conservent malgré tout un socle militant incontestable qui les préserve d'un cataclysme définitif.

De manière presque paradoxale, les « grands perdants » se tournent alors vers les « grands gagnants » pour composer de nouvelles majorités.

On veut d'abord parler d'Ecolo, qui a cartonné un peu partout. Notamment à Namur où les verts se maintiennent sans souci dans la majorité dirigée par Maxime Prévot (CDH). A Tournai, les choses ont été presque aussi rapides : dès dimanche soir, le PS de Paul-Olivier Delannois et de Rudy Demotte (dans cet ordre à la surprise générale) ont pris langue avec Ecolo et sa cheffe de file Coralie Ladavid. Il fallait briser dans l'œuf les derniers espoirs de Ma-

rie-Christine Marghem et du MR.

Ecolo est aussi donné partant possible dans des majorités à Liège sous l'appellation Vert ardent, à Verviers également, mais surtout à Mons où ce lundi encore, le nouveau bourgmestre PS Nicolas Martin a déclaré qu'une alliance avec la liste Mons en Mieux ! de Georges-Louis Bouchez lui semblait impossible. A Charleroi, la situation est plus complexe : Ecolo a dû se contenter d'un statu quo qui dénote.

Du coup, sur les bords de la Sambre, Paul Magnette annonce qu'il rencontrera bientôt le PTB, autre vainqueur du scrutin local et même deuxième parti de l'entité avec plus de 15 % des voix. Les troupes de Raoul Hedebouw réussissent la même performance à La Louvière ou Seraing. Des accords entre PS et PTB y sont-ils envisageables ? L'avenir le dira.

En Wallonie donc, le recul large et généralisé du PS combiné aux résultats mitigés du MR et du CDH ouvre la voie à des majorités inédites. Les socialistes restant largement dominants et au centre du jeu, celles-ci pourraient pencher vers la gauche dans les

principaux bassins urbains.

Jamaïcaines et oliviers bruxellois

A Bruxelles, ce sont les écologistes qui ont été les plus courtisés. Ecolo est désormais partenaire au sein de douze coalitions sur les quinze connues jusqu'à présent. Les formules gagnantes ? La jamaïcaine (MR-CDH-Ecolo), à Uccle, Forest et Jette, et l'olivier (PS-CDH-Ecolo), à Koekelberg, à Berchem et à Anderlecht avec les teintes violacées de Défi. Anderlecht où les libé-

raux avaient tenté de prendre la main, nouant avec les verts un accord précoce brisé aux petites heures lundi matin au profit du bourgmestre socialiste sortant.

A gauche, comme à droite, Ecolo est donc le partenaire de choix. Celui à qui on s'adresse en premier. C'est bien simple : dans les coalitions qu'il a nouées, le PS s'est allié partout avec Ecolo, à l'exception de Saint-Josse, fief d'Emir Kir. Dans six communes, dont

la Ville de Bruxelles, ils sont partenaires exclusifs, avec leurs pendants flamands. Et le MR collaborera avec Ecolo dans cinq communes, dont une turquoise à Watermael-Boitsfort. Mais la vague verte ne veut pas faire de jaloux et gratifie tout le monde, exploitant toutes les alliances possibles de la palette. Allant de l'arc-en-ciel (PS-MR-Ecolo) à Etterbeek au « kaki » (DéFi-Ecolo) à Schaerbeek. ■

ERIC DEFFET
SOPHIE MIGNON

Des députés wallons...

Le décret sur le décumul impose à plusieurs futurs bourgmestres ou échevins de renoncer à leur siège de député wallon. Combien seront-ils dans ce cas ? Il avait été question d'une bonne vingtaine de choix cornéliens en fonction des ambitions des uns et des autres, mais cela pourrait être moins. André Antoine (CDH), président du parlement de Wallonie, et Philippe Courard (PS), qui préside l'assemblée de la Fédération, avaient ainsi annoncé qu'ils assumeraient leur mandat local. Au bout du compte, ils conserveront

leurs perchoirs : Antoine a été battu à Perwez et Courard est la victime collatérale d'un accord entre deux listes rivales. Pour le reste, on identifie à ce stade une petite dizaine de députés sur le départ.

... obligés de faire un choix

Les négociations sur le terrain pourraient toutefois changer la donne. Au PS, sont partants certains Bruno Lefebvre (Ath), Véronique Bonni (Dison), Dimitri Legasse (Rebecq) et sans doute Maurice Mottard (Grâce-Hollogne), qui poussait la liste et l'emporte au bout du compte en chiffres de popularité. Au MR, de-

vraient rester maîtres chez eux Patrick Lecerf (Hamoir), Jordan Godfriaux (vainqueur d'André Antoine à Perwez) et Valérie Warzée-Caverenne (Hamois). Un certain nombre de cas restent à trancher. Mathilde Vandorpe (CDH) voulait poursuivre sa carrière à Mouscron, mais son résultat y est mitigé. Deborah Geradon (PS) peut revendiquer un échevinat à Seraing. Philippe Bracaval (MR) peut être échevin à Mouscron. Notamment... (E.D.)

Record d'audience pour lesoir.be

Ce dimanche, ce sont

3,8 millions de pages qui ont été consultées sur le site du *Soir*. Ces audiences surpassent celles des matchs des Diables en Coupe du monde. Le site du *Soir* a attiré 801.000 visiteurs uniques, « la meilleure audience depuis les élections présidentielles françaises de 2017 », souligne Christophe Berti, rédacteur en chef. Deuxième position après *Sudpresse* qui a attiré un million d'internautes. Les sites de RTBF Info, *La Dernière Heure* et RTL ferment le top 5 des sites des médias francophones. Le site du *Soir* +, destiné aux abonnés, a attiré 90.000 visiteurs uniques, « un excellent chiffre également », annonce le rédacteur en chef. Nous

vous remercions pour votre confiance. (L.Le.)

John Crombez reste à la tête du SP.A

John Crombez restera à la présidence du SP.A. Le bureau du parti lui a demandé lundi de préparer les élections législatives et européennes du mois de mai. Les socialistes flamands ont enregistré des pertes dans plusieurs villes. Crombez avait annoncé il y a quelques mois qu'il ne resterait pas à son poste en cas de défaite dimanche. Mais, à leur arrivée au bureau, plusieurs personnalités du parti ont écarté ce scénario. (b)

LES GAGNANTS, LES PERDANTS

Difficile d'être ministre et populaire en son pays

Il fut un temps où détenir un portefeuille ministériel était l'assurance de briller dans un scrutin local. De casser la baraque. De rappeler à son parti combien le ministre était devenu incontournable. C'était un temps où l'électeur regardait les détenteurs du pouvoir avec déférence...

Epoque révolue. Pas uniquement parce que les partis traditionnels ont vu émerger la concurrence des mouvements citoyens. Les affaires à répétition, l'usure du pouvoir, une certaine perte de confiance dans les élites, le rejet du cumul... font désormais leur œuvre. La preuve avec le présent scrutin appliqué sur les différents gouvernements.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, à tout seigneur tout honneur, un seul membre de l'exécutif sort facilement son épingle du jeu : Marie-Martine Schyns (CDH), ministre de l'Éducation, présente sur la liste EPH à Herve. Alors qu'elle a délaissé la tête de liste pour s'effacer en douzième place, elle conforte son leadership avec 1.445 voix de préférence (deux dizaines de plus qu'en 2012). Pas de quoi cependant venir titiller le patron local, le ministre wallon Pierre-Yves Jeholet (MR), qui maintient sa majorité absolue même si, à titre personnel, il perd 40 % de ses voix de préférence, ce qui le prive du statut de bourgmestre en titre.

Les autres ministres – tous les autres ministres du gouvernement francophone – font plutôt profil bas. Très bas parfois.

Bon, l'affaire n'est pas très grave pour le PS bruxellois Rachid Madrane. Il limite les dégâts à Etterbeek avec – 4,5 points de pourcentage mais cède un siège à la concurrence. Elle l'est d'avantage pour Alda Greoli (CDH) : parachutée au poste de vice-présidente du gouvernement en 2016 après un mandat au cabinet Prévot, elle revenait devant l'électeur pour la première fois depuis 2000. Davantage d'ailleurs pour rendre service au parti que par engagement personnel pour le niveau local. Alors qu'elle est restée concentrée sur ses dossiers ministériels, le résultat est sans appel : avec 581 voix captées parmi les 99.000 votes valables à Liège, l'échec est cuisant.

La situation est préoccupante aussi pour les PS Jean-Claude Marcourt à Liège et Isabelle Simonis à Flémalle. Tous deux élus sans difficulté, ils perdent tout de même chacun un tiers de leurs électeurs, bien davantage que la chute du PS dans leurs communes respectives (– 7 et – 9 %). Dans le Brabant wallon, André Flahaut (PS) est réélu mais s'écrase à 1.176 voix contre 2.762 voici six ans, une chute de 57 % largement

expliquée par le passage de la première à la dernière place.

La justification ne vaut cependant pas pour le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles Rudy Demotte (PS). Tête de liste en 2012 et en 2018, il encaisse une sérieuse perte de popularité : alors que plus de 3.000 de ses voix (– 42 %) ont filé à la concurrence interne et externe, il doit se contenter du deuxième score socialiste à Tournai et perd, du coup, son ticket potentiel pour le mayorat.

En Wallonie, beaucoup de regards étaient tournés vers Marche-en-Famenne et le duel entre le ministre-président Willy Borsus (MR) et le ministre de l'Agriculture René Collin (CDH). Conclusion : ni vainqueur ni vaincu ! Le premier réussit un score honorable (1.706 voix) pour son baptême à Marche, mais avec six sièges, le MR ne peut revendiquer le mayorat. Celui-ci restera au CDH avec 14 sièges, mais surtout au bourgmestre sortant André Bouchat (dernier de liste et 3.453 voix), qui do-

mine facilement Collin et ses 1.561 votes. A noter que ce dernier est même doublé par Nicolas Grégoire et ses 1.701 voix.

D'autres ministres sont en chute. Lé-gère pour Valérie De Bue (MR) à Ni-velles, de 1.608 à 1.317 voix. Plus sévère pour Carlo Di Antonio (CDH) à Dour, qui était pourtant tête de liste et qui passe de 2.963 à 2.292 voix. Même Jean-

Luc Crucke (MR) stagne à Frasnès-lez-Anvaing, c'est tout dire : de 2.691 à 2.516 voix.

A Bruxelles aussi

A Bruxelles, seul le ministre-président-bourgmestre Rudi Vervoort (PS) se maintient à Evere. Et empoche quelques votes au passage, avec 2.880

voix contre 2.744 il y a six ans. Poussant sa liste PS, son ministre des Finances Guy Vanhengel (Open VLD) est élu avec 504 voix, 301 de moins qu'en 2012.

Numéro 2 derrière un Bernard Clerfayt tout-puissant (qui réalise à lui seul un quart des voix de sa liste), la secrétaire en charge du Commerce extérieur Cécile Jodogne (Défi) récolte 400 voix de préférence en moins, de 2.150 à 1.750, soit cinq fois moins que son bourgmestre.

Tête de liste, Céline Fremault perd un siège à Uccle, sa liste CDH grappille un petit 7,51 % contre 8,89 % en 2012. Maigre lot de consolation :

une trentaine de voix de plus pour la ministre du Logement, à 1.041 voix de préférence.

Mais là où la chute est la plus lourde, c'est certainement pour Didier Gosuin (Défi). Dépouillé de quatre sièges (de 23 à 19 conseillers sur 31), 6 points de taux de pénétration et 2.000 voix de préférence. En cause, notamment : la scission avec les libéraux, partenaires en 2012. Une chute amortie par le confort d'une majorité absolue aux mains de la formation amarante depuis 1977 à Auderghem et du ministre bruxellois de l'Economie depuis 1995. ■

ERIC BURGRAFF
ERIC DEFFET
SOPHIE MIGNON

AUDERGHEM

Didier Gosuin

Situation. Le ministre bruxellois de l'Economie conserve la majorité absolue aux mains des amarantes depuis 1977 à Auderghem mais perd quatre sièges. En cause : la scission avec le MR, présent sur sa liste en 2012. Didier Gosuin encaisse aussi une dégringolade personnelle de 2.000 voix de préférence. Il ouvrira la majorité à un partenaire encore inconnu.

2012 : 5.427 voix, soit 34,31 % de taux de pénétration.
2018 : 3.497 voix, soit 21,10 % de taux de pénétration.

HERVE

Pierre-Yves Jeholet

Situation. Le ministre libéral de l'Emploi et de l'Economie poussait la liste HDM (Herve Demain) qui conserve ses 14 sièges et sa majorité absolue. La liste était menée par Marc Drouguet. Le bourgmestre faisant fonction devient bourgmestre de plein droit puisqu'il a battu Pierre-Yves Jeholet en voix de préférence.

2012 : 4.162 voix (tête de liste), 37,14 % de taux de pénétration.
2018 : 2.370 (dernier de liste), 20,82 % de taux de pénétration.

LIÈGE

Jean-Claude Marcourt

Situation. Comme en 2012, l'ancien ministre de la Région wallonne fermait la liste socialiste dans la Cité ardente. Les difficultés inhérentes à la majorité wallonne dont le PS a été éjecté en juin 2017 et au climat d'« affaires » liégeoises, ont probablement écorné sa popularité.

2012 : 3.363 voix, soit 3,42 % de taux de pénétration.
2018 : 2.261 voix, soit 2,29 % de taux de pénétration.

ROCHFORT

François Bellot

Situation. Le ministre fédéral de la Mobilité, François Bellot (MR), poussait la liste MR-PS à Rochefort, baptisée CAP 2030 - IC, qui a remporté 17 sièges sur 21. La liste était menée par Pierre-Yves Dermagne, chef de file socialiste au parlement wallon, qui a obtenu 2.109 voix de préférence et devient donc bourgmestre.

2012 : 2.439 voix (tête de liste), soit 30,59 % de taux de pénétration
2018 : 1.546 voix (dernier de liste), soit 19,17 % de taux de pénétration

TOURNAI

Rudy Demotte

Situation. Le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles tirait la liste PS à Tournai, comme en 2012. Il décroche 16 sièges mais doit laisser le ticket de bourgmestre au troisième de liste, Paul-Olivier Delannois, qui était bourgmestre FF lors de la dernière législature et le devance de 1.400 voix.

2012 : 7.461 voix, soit 18,22 % de taux de pénétration.
2018 : 4.303 voix, soit 10,76 % de taux de pénétration

ILS ONT GAGNE...

Pierre-Yves Dermagne (PS)

L'ex-ministre wallon des Pouvoirs locaux, Pierre-Yves Dermagne (PS), obtient 2.109 voix et emporte le mayorat, lui qui en totalisait 1.232 voici six ans. Le tout avec l'appui, cette fois, du bourgmestre sortant, François Bellot (MR), qui poussait la liste de cartel Cap 2030 - IC.

Bart De Wever (N-VA)

Avec 23 sièges et 76.702 voix, Bart De Wever est le grand gagnant de la soirée dominicale en Flandre. Certes le patron de la N-VA concède un petit millier de voix par rapport à son score de 2012 (77.732 croix sur son nom) mais il rend sa formation incontournable pour former une majorité. Et au passage, il écrase son rival et partenaire de gouvernement, Kris Peeters (CD&V), lequel obtient 10.286 voix.

Olivier Maingain (Défi)

Le député-bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert conforte son assise locale : il comptait 7.800 voix en 2012 ; il a atteint 8.512 votes dimanche soir, avec un taux de pénétration qui dépasse désormais les 27 %.

Jacqueline Galant (MR)

Jacqueline Galant est reconduite au mayorat de Jurbise. Et l'amélioration de son score personnel ne souffre aucune contestation : elle passe de 2.972 voix en 2012 à 3.366 ce dimanche.

Olivier Saint-Amand (Ecolo)

Le bourgmestre d'Enghien conforte sa majorité à la tête d'une liste du bourgmestre (9 sièges, + 3). Et cela grâce à l'amélioration de son score personnel : il passe de 1.052 à 1.634 voix en six ans.

PLT

... ILS ONT PERDU

Olivier Chastel

Cette année, il ne concourait pas dans la même position : dernier de liste, Olivier Chastel (MR) récolte 1.542 voix. Il n'empêche : quelle dégringolade pour l'ex-chevalier blanc qui capitalisait 17.025 votes en 2006 et 6.543 en 2012. Son éloignement de Charleroi (à la présidence du MR) explique sans doute en partie le recul des siens, passés de 9 à 6 sièges.

Johan Vande Lanotte (SP.A)

A Ostende, l'ancien ministre socialiste voit son mayorat mis en balance. Certes, avec 5.062 votes, Johan Vande Lanotte (SP.A) progresse d'un bon millier de voix. Mais ce résultat est balayé par la vague Bart Tommelein (Open VLD) qui passe de 2.151 à 6.003 bulletins.

Marie-Christine Marghem (MR)

Pour la ministre fédérale de l'Energie, il s'agissait d'un véritable plan B : quitter le gouvernement pour le mayorat de Tournai. Pas de chance pour Marie-Christine Marghem (MR) : entre deux scrutins communaux, elle se retrouve délestée de 3.732 voix, ce qui lui laisse 4.179 soutiens sur son nom.

Eliane Tillieux (PS)

La députée wallonne ne rendra pas le mayorat namurois au PS. Dans son duel face à Maxime Prévot (CDH), Eliane Tillieux (PS) a de nouveau perdu : avec 6.203 voix, elle recule de 2.043 votes, tandis que sa liste abandonne six sièges.

Hamza Fassi-Fihri (CDH)

Le député bruxellois a subi un sérieux revers : dimanche soir, Hamza Fassi-Fihri a enregistré la perte d'un millier de voix, tombant de 1.788 à 739 votes sur son nom. Un sérieux revers à moins d'un an de la prochaine échéance électorale.

P.LT

Ninove Le Vlaams Belang porté par la peur des « Africains »

J'espère vraiment que Bart De Wever va montrer son vrai visage en brisant le cordon sanitaire.» Suivie de près par sa fille qui n'a pas école puisque le lieu a été réquisitionné comme bureau de vote ce week-end, Nena Cornelis est remontée à bloc. Elle fait partie des habitants de Ninove qui se sont réveillés avec une sacrée gueule de bois ce matin, sonnés par le score historique du Vlaams Belang dans la petite commune de 38.000 habitants. Se présentant sous le label Forza Ninove, avec une partie de candidats indépendants, l'extrême droite a récolté 40 % des voix ce qui lui offre 15 des 33 sièges au conseil communal.

« Les gens refusaient de manger ce que je servais parce qu'une main noire avait touché leur nourriture » CHARLOTTE

Nena a voté pour les perdants de la soirée, le cartel Samen qui rassemblait socialistes, écologistes et démocrates-chrétiens. La bourgmestre sortante (VLD) se maintient à 27 %. Un résultat qui déçoit mais ne surprend pas Nena : « Je prends le train tous les matins pour Bruxelles et je peux vous dire que j'entends des choses terribles. Les gens sont mécontents du fait que l'Afrique noire est de plus en plus visible ici car elle a acheté en masse des maisons. Au lieu de lire des fake news sur leurs smartphones, ils feraient mieux de relever la tête et d'essayer d'apprendre à cohabiter. »

Une analyse que ne partage pas le grand gagnant de ce week-end à Ninove. Il s'appelle Guy D'haeseleer. Député du Vlaams Belang depuis presque vingt ans, il est déjà

arrivé en tête du scrutin local dans sa commune à trois reprises. Chaque fois, le cordon sanitaire (alliance des partis démocratiques contre l'extrême droite) a brisé ses rêves de maïorat. « Ils paient la facture de ce déficit démocratique, assure celui qui ne s'attendait pas à un tel raz-de-marée. Je sentais bien que l'engouement était là lors de mes porte-à-porte, mais je pensais dépasser les 30 %, certainement pas atteindre les 40 %. »

Franz, un retraité à la moustache jaunie par les cigarillos dont il vient de racheter un paquet, affirme qu'il avait déjà senti le vent tourner en faveur de l'extrême droite : « Je n'ai pas voté pour Forza mais je comprends ceux qui sont fâchés. Le Vlaams Belang a fait un très bon travail d'opposition. Ils mettent en avant les choses qui ne vont pas. »

Ce qui ne va pas, pour Forza, c'est le nombre trop important d'habitants d'origines étrangères qui ne maîtrisent pas le néerlandais. S'il est élu bourgmestre, l'une des premières mesures de Guy D'haeseleer sera d'instaurer un test de langue conditionnant l'attribution d'un logement social, voire d'un logement tout court. Une proposition qui fait rire jaune Nena Cornelis : « C'est vrai que les francophones ne font pas assez d'efforts, mais les Flamands sont bien contents de leur vendre leurs maisons. Ils viennent de Bruxelles chercher la tranquillité et ne connaissent pas les prix du marché, donc ils paient plus cher. »

Ces nouveaux habitants qui dérangent, ce sont notamment les familles d'origine congolaise dont les navetteurs parlent dans le train. « Il y a trop de Noirs ici. On va bientôt se retrouver comme à Alost,

lâche une vieille dame qui assure avoir voté Forza avec conviction, même si le fait que sa coiffeuse était sur la liste l'a aussi motivée. Notre ville ne ressemble plus à ce qu'elle était avant. Quand les jeunes viennent acheter leurs sandwiches dans la galerie commerciale, ils hurlent tout le temps. Ça ne va pas. Il faut les mettre dehors. » Elle vous dit tout ça avec un sourire charmant tout en se dirigeant à petits pas vers la pharmacie.

Elle croise Charlotte qui en sort. « Cela fait 17 ans que j'ai quitté le Congo pour venir m'installer ici. J'adore cette ville. Elle est calme. Il n'y a pas de mauvaises fréquentations pour les enfants, qui n'ont pas d'endroits où trainer et fumer. » La percée de l'extrême droite n'a pas l'air de l'inquiéter plus que ça. Il faut dire qu'elle en a vu d'autres. « Je travaillais au home en face. Les personnes âgées refusaient de manger ce que je leur servais parce qu'une main noire avait touché leur nourriture. Je suis tombée en dépression et j'ai arrêté ce travail. »

On vous passe les imitations de singes, les pompiers qui débarquent parce qu'un voisin a appelé pour cause de « mauvaise odeur » et l'accusation de vol, un jour, dans un commerce de proximité qu'elle fréquente régulièrement. Cela donne cependant une idée de l'ambiance à Ninove. Lors de la fiesta qui a suivi la victoire, dimanche, un photographe du quotidien *De Morgen* a capturé un bras levé en référence au signe des nazis. L'évocation de ce mauvais buzz fait soupçonner Guy D'haeseleer qui assure que la photo est « une mise en scène » et qu'il n'a « rien avoir avec les adeptes d'Adolf Hit-

ler ».

Même si certaines publications sur les réseaux sociaux peuvent laisser penser le contraire, Guy D'haeseleer refuse d'être rangé dans la case des « racistes ». Son grand reproche aux étrangers, c'est qu'ils « francisent » sa commune. Charlotte, qui nous a raconté ses mésaventures en français, reconnaît que son néerlandais n'est pas au top. « Mais au Congo, les Belges ne m'ont appris que le français ! Ici mes enfants vont à l'école en néerlandais. Ce ne sont pas des voyous ! »

Les voyous, Guy D'haeseleer juge qu'il y en a trop dans sa commune. Il assure que les personnes âgées « n'osent plus traverser la rue ». La faute, selon lui, au laxisme des majorités précédentes qui ont autorisé la fermeture du commissariat la nuit. « J'espère vraiment qu'on va pouvoir faire un bon accord avec la N-VA (les nationalistes disposent de deux sièges, ce qui est suffisant pour former une majorité avec Forza, NDLR) car nous partageons les mêmes points à ce niveau et sur l'usage des langues aussi. »

La formation de la majorité ninovaise ne se jouera cependant pas au niveau local mais dans les hautes sphères de la N-VA. À une radio flamande, Bart De Wever, fatigué par sa nuit anversoise, expliquait qu'il ne voulait pas gouverner avec le Vlaams Belang mais qu'on ne pouvait pas nier un score de 40 %. Une petite ouverture qui, si elle se concrétise par une alliance, marquerait un tournant majeur. La N-VA deviendrait le parti qui a permis à l'extrême droite d'accéder au pouvoir pour la première fois en Belgique. ■

MAXIME BIERMÉ

**SUR LE
TERRAIN**



EXTRÊME DROITE

Le cordon sanitaire ne tient plus qu'à un fil

Le cordon sanitaire a été inventé en Belgique afin d'empêcher que les partis d'extrême droite n'arrivent au pouvoir. Il a été mis en place suite à la percée du Vlaams Blok aux élections législatives de novembre 1991.

Le monde politique flamand avait réagi par un « accord » entre les partis traditionnels dans lequel ils s'engageaient à exclure toute coalition avec le Vlaams Blok, dont le programme était jugé contraire à la Convention européenne des droits de l'homme. Les partis francophones sont allés un cran plus loin en ins-

taurant un cordon sanitaire médiatique. Les représentant(e)s des partis politiques d'extrême droite n'ont pas le droit de s'exprimer en direct, ce qui les exclut d'office des émissions de plateau ou de débats en direct. Les journalistes ont en revanche le droit de « parler » de l'extrême droite et de son programme, à condition de

le mettre en perspective. Il n'est donc pas interdit de publier le résultat d'une interview si les extraits sont insérés dans un article cadrant le propos. Si la N-VA accepte de gouverner avec Forza Ninove, formation dirigée par un député du Vlaams Belang (ancien Vlaams Blok), elle brisera pour la première fois ce cordon.

M.B.

Olne « Cédric Halin a largement bénéficié de l'effet Publifin »

REPORTAGE

L'avantage des plus beaux villages de Wallonie, c'est qu'ils sont jolis. Que même si on n'y croise âme qui vive, la balade vaut le détour - comme l'écrivent les guides touristiques. Olne un jour de semaine, aussi ensoleillé soit-il, n'est pas franchement le marché du Midi. On y a trouvé ce que l'on ne cherchait pas - des boeages, des chapelles, un chantoir, un arbre à clous - mais pour ce qui est des supporters en liesse après l'élection d'un des bourgmestres les plus atypiques de Wallonie, on repassera. « Olne, c'est ma commune, j'y suis né, je l'adore mais les choses ont changé, c'est devenu une cité-dortoir, se déssole Henri Requier, ancien conseiller communal puis échevin de ce qui s'appelait alors Parti de la Liberté et du Progrès - qui deviendra PRL puis MR. Il n'y a plus de bistro au centre du village, plus de gens dehors sur leur seuil. »

Lorsqu'on le croise, Henri va pousser la porte de la maison communale - « Je dois renouveler ma carte d'identité. » Il connaît (presque) chacun des 4.000 habitants de la commune, Cédric Halin, son nouveau bourgmestre, ne fait pas exception. « Son élection n'a pas vraiment été une surprise mais je ne sais pas si sa liste. Pour Olne, aurait fait le même résultat si elle ne s'était pas alliée au MR.

Et puis, il a largement bénéficié de l'effet Publifin. »

Cédric Halin est en effet celui qui, échevin RAB (Rassemblement autour du bourgmestre, apparenté CDH) des Finances, a décidé de mettre son nez dans les intercommunales dont Olne est actionnaire. Il s'est indigné en 2016 de ces comités de secteur qui récompensaient même les absents puis s'en est ouvert à nos collègues de Sudpresse et du Vif. On connaît la suite... Une intégrité que les électeurs ont, dimanche soir, choisi de récompenser : « Je remercie André Gilles, Dominique Drion et Georges Pire pour leurs turpitudes, glissait-il ironiquement dimanche au Soir. Car avant l'affaire Publifin, on ne me connaissait pas. »

« Pour les gens du village, son élection n'est pas vraiment une surprise, il a bénéficié de son aura d'honnêteté », dit Serge, croisé dans la station-service.

« Plus qu'une surprise, c'est un espoir qui se réalise, renchérit le bourgmestre sortant, Ghislain Senden. J'espérais que la qualité des personnes qui m'ont accompagné durant cette législature serait reconnue, c'est le cas. »

La vraie surprise, rapportent les quelques Olnois croisés

entre le bureau de poste et la station Total, c'est le succès de la liste Le Bon Sens, un mouvement apolitique amené par Claudy Dejong. « Si la liste de Cédric Halin a fait plus de 50 % des voix, c'est parce qu'il n'y avait pas vraiment d'opposition, reprend Henri Requier. Mais il fait tout de même souligner la bonne volonté et le succès de Le Bon Sens : ils terminent avec plus de 22 % des voix, ce qui est plus que correct pour une première expérience en politique. On peut supposer qu'ils ont capté pas mal de voix chez ceux qui étaient mécontents de l'alliance entre les ex-CDH entourant Cédric Halin et les libéraux. »

Claudie Dejong, que l'on croise justement en face de l'administration communale, ne boude pas son plaisir : « Il y avait quatre listes et nous avons terminé deuxième, nous sommes plus que contents, sourit-il. Nous obtenons trois sièges mais la volonté, même si le nouveau bourgmestre nous approche, est d'être dans l'opposition. Nous voulons rester libres. » Il y aurait néanmoins eu pire choix, comprend-on, que Cédric Halin. Parce que ce dernier, échevin et président sortant du conseil communal, « comprend les choses » et « est intègre ». Mais « il faudrait qu'il apprenne à sourire davantage... »

Ghislain Senden, qui après quatre législatures cède donc le

témoignage à son échevin des Finances, a une explication : « Cédric est un garçon qu'on a tout intérêt à connaître. Derrière son aspect hyper sérieux, il a énormément de qualités humaines. Notamment une grande modestie, teintée d'un rien de timidité. » ■

JOËL MATRICHE

LANCEUR D'ALERTE

L'après-Publifin

« Je savais dès 2013 que l'on rémunérait de façon fixe des élus au sein de comités consultatifs (les fameux comités de secteur, NDLR) mais je n'avais pas d'éléments tangibles pour le prouver », racontait Cédric Halin au Soir en décembre 2017. A force d'obstination - il est bien placé pour savoir que Publifin n'était pas la plus transparente des intercommunales - l'échevin des Finances de Olne est néanmoins parvenu à obtenir rapports et procès-verbaux. Puis à compiler le tout dans un tableau, en déduisant que les membres les moins assidus de ces comités de secteur avaient perçu jusqu'à 500 euros pour chaque minute de réunion. Tollé. Depuis, Cédric Halin a tourné le dos au CDH, est devenu inspecteur des Finances et bientôt, tiendra les rênes de sa commune.

JO.M.A.



Comment l'électorat a changé à Bruxelles : urbain avant tout

ANALYSE

Non, la vague verte n'est pas due à la météo (l'un des dimanches d'octobre les plus chauds de l'histoire météorologique belge), ni au seul rapport du Giec, qui serait opportunément tombé peu avant le scrutin communal. Croire à ces fadaïses, c'est méconnaître la réalité électorale bruxelloise... Dans les états-majors des partis et chez les observateurs, on pointe d'ailleurs bien d'autres explications à la pêche d'Ecolo et à la réforme libérale.

Une conscience urbaine

Aux thèmes fédéraux lancés par nombre de partis (les réformes socio-économiques ou la politique migratoire du gouvernement Michel), les électeurs ont logiquement préféré des thèmes locaux, concrets, quotidiens... urbains. En tête des préoccupations, dans la capitale : la qualité de l'air, la mobilité, la place des citoyens dans la vie publique. Une partie de porte-à-porte ou d'échanges prolongés sur un marché suffisait à prendre le pouls de l'électorat. Or, de tous les partis, Ecolo (associé dans la plupart des communes à Groen) est assurément celui qui a le plus travaillé sur ces thèmes et formulé des propositions pendant la campagne. Parce que cela correspond à l'ADN du parti ; parce que les heures passées sur le terrain, dans les mois qui ont précédé, ont conforté les verts dans l'idée qu'ils étaient en phase avec les préoccupations des Bruxellois(es).

Crédibles sur des terres qu'ils labouraient depuis toujours, les verts ont cette fois séduit bien au-delà de leur électorat fidèle, bousculant les clivages traditionnels. On n'est ni de droite ni de gauche quand on ré-

clame un air pur et une alimentation saine pour ses enfants, une mobilité fluide sur le chemin du travail (ou qu'on prône l'ouverture et la tolérance). Ecolo a donc attiré sur ses listes des électeurs acquis, en 2012, au PS mais aussi au MR, à Défi ou au CDH. Les chiffres en sont la preuve : ils remportent 23 % des 695 sièges de conseillers communaux bruxellois, terminent premiers dans trois communes, deuxièmes dans onze entités. L'analyse plus fine des résultats le confirme : dimanche soir, des bureaux traditionnellement acquis au MR ou à Défi, à Ixelles ou à Uccle, ont basculé en faveur des verts.

Un constat que dressent tous les autres partis, conscients qu'il leur reste sept mois pour « verduriser » leur discours et, surtout, le rendre crédible. Car tous en sont convaincus : le climat, l'environnement, la mobilité resteront en tête de l'agenda politique pour de longs mois encore... Et tous reconnaissent avoir sous-estimé le poids que ces enjeux prennent désormais dans l'isoloir, singulièrement à Bruxelles. S'ils ne veulent pas durablement peiner derrière Ecolo, les formations traditionnelles doivent au plus vite prendre la mesure de l'urgence de politiques plus progressistes, exprimée par les électeurs, dimanche. Car elles ne sont pas le fait d'une poignée d'irréductibles bobos, mais bien une revendication urbaine, largement exprimée, par-delà les affiliations politiques traditionnelles.

La politique autrement

Sur ce terrain-là, les verts ont sans doute séduit une partie des ressortissants étrangers. Certes, une minorité d'entre eux ont fait le choix de participer au scrutin local mais ils étaient quand même 50.000 (un

peu moins de dix pour cent de l'électorat total) à participer, dimanche, au vote. Et nombre de ces expatriés sont sensibilisés aux problématiques urbaines, qu'ils voient souvent abordées de manière plus audacieuse dans des capitales étrangères. D'où un désir de changement, d'une politique plus progressiste, elle aussi portée de manière privilégiée par les Ecolos.

Et puis, il y a ces déçus de la politique traditionnelle, celle qui a signé ou cautionné les affaires (comme le Samusocial). Ou ces citoyens exigeant davantage de transparence et d'éthique dans la sphère publique, la fin du cumul, l'engagement clair des élus locaux à assumer leur mandat pleinement... Autant de thèmes emblématiques de la démocratie (en 2021) pour lesquels Ecolo est apparu comme le maître achat, davantage que Défi.

En mal de diversité

Le MR, que les derniers sondages donnaient premier parti à Bruxelles, a quant à lui subi une racle. Il perd 29 élus, ne représente, avec ses 21,3 % de conseillers communaux, que la troisième force politique dans la capitale (derrière le PS et Ecolo, au coude à coude). Sur-tout, il perd quatre maïorats, et six majorités...

Une érosion très nette que beaucoup attribuent au décalage flagrant entre la sociologie bruxelloise et le personnel politique libéral. Pour le dire autrement, nombre de listes ont été constituées en mettant en avant des hommes blancs, hétérosexuels de cinquante ans, qui n'ont plus rien du Bruxellois type. Faut-il rappeler qu'un tiers de la population n'a pas la nationalité belge ; qu'un Bruxellois sur deux n'est pas né belge ?

C'est d'ailleurs l'une des causes

pointées, lundi matin, en bureau de l'électorat total) à participer, dimanche, au vote. Et nombre de ces expatriés sont sensibilisés aux problématiques urbaines, qu'ils voient souvent abordées de manière plus audacieuse dans des capitales étrangères. D'où un désir de changement, d'une politique plus progressiste, elle aussi portée de manière privilégiée par les Ecolos.

Et puis, il y a ces déçus de la politique traditionnelle, celle qui a signé ou cautionné les affaires (comme le Samusocial). Ou ces citoyens exigeant davantage de transparence et d'éthique dans la sphère publique, la fin du cumul, l'engagement clair des élus locaux à assumer leur mandat pleinement... Autant de thèmes emblématiques de la démocratie (en 2021) pour lesquels Ecolo est apparu comme le maître achat, davantage que Défi.

risque de déconnexion vaut aussi pour Défi et, dans une moindre mesure, pour le CDH.

Un électorat jeune

Pour ce premier scrutin depuis quatre ans et demi (pas loin d'un record), près de 60.000 jeunes bruxellois votaient pour la première fois, près de 10 % de l'électorat de la capitale, qui est du reste plus jeune que la moyenne nationale. Clairement, Ecolo et le PTB sont les partis les plus populaires auprès des primo-votants et de la nouvelle génération d'électeurs. Certaines listes vertes alignaient d'ailleurs de nombreux jeunes candidats. Celle qui a cartonné à Uccle ne comptait pas moins de dix personnes de moins de trente ans. Dans plusieurs partis, singulièrement au MR, on se prend à regretter de ne pas avoir mené une campagne qui fait rêver, plus séduisante quand on vote pour la première fois. D'autant que, tant les socialistes que les libéraux avaient, pour le coup, osé placer en tête de liste, de nouvelles figures, au nom du renouveau politique... ■

VERONIQUE LAMQUIN

Un vote wallon moins spécifique

Son portrait-robot est le suivant : un électeur qui a bien conscience de vivre en ville, qui l'assume mais qui refuse tout de même de « payer » ce désir d'urbanité par un air pollué, des nuisances sonores ou encore une alimentation qui ne soit pas à la hauteur. Constitué autour de ces quelques caractéristiques, cet homme

ou cette femme-là, de passage dans l'isoloir, aurait influencé assez fortement les résultats du scrutin de dimanche, en boostant dans la capitale les scores d'Ecolo au détriment du MR notamment.

L'observation n'a que la valeur d'une hypothèse à ce stade. C'est notamment celle que formule le politologue Pascal Delwit (ULB) tout en restreignant sa portée au cas bruxellois. « Cette

dynamique urbaine pour Ecolo est assez spécifique à Bruxelles, estime-t-il. En Wallonie, Ecolo est en recul à Seraing, à La Louvière et ne progresse pas à Charleroi par exemple. Il fait mieux à Liège et à Mons mais ce sont des villes universitaires. »

Dans l'optique d'une comparaison entre l'évolution des électorats bruxellois et wallon, la distinction mérite sans doute d'être retenue, jusqu'à plus ample analyse.

Comme un autre élément : « une certaine idée du cosmopolitisme, propre aussi à Bruxelles », mentionne Pascal Delwit.

A la lumière de la progression du PTB en Wallonie et à Bruxelles, les deux électorats ne se rapprochent pas pour autant : « Davantage marqué par l'histoire ouvrière au sud du pays ; tiré des classes populaires et notamment de la jeunesse d'origine étrangère dans la capitale », indique sous la forme d'une nouvelle

hypothèse Pascal Delwit. En Wallonie, la percée du PTB est-elle le signe d'un « détachement » des électeurs de gauche ? « Ce qui est marquant dans cette élection, c'est la fragmentation de l'électorat, indique le politologue Pierre Verjans. Après les difficultés du Parti communiste, dans les années 1980, des électeurs s'étaient "rabattus" sur le PS. Aujourd'hui, ils retrouvent une voix plus à gauche »

M.C.

La Flandre aussi a intégré la diversité

L'électorat bruxellois a changé et certains partis l'ont mieux compris que d'autres, en rajeunissant leurs listes et en tenant compte de la diversité culturelle. En Flandre, on observe un phénomène urbain assez similaire.

Dave Sinardet, professeur de science politique à la VUB, relève ainsi qu'à l'occasion des communales 2018, dans les treize villes flamandes les plus importantes, 14,3 % des candidats en lice avaient

une origine étrangère. Ce chiffre grimpe à 35 % à Genk, 25 % à Anvers et un peu moins de 20 % à Gand. « On constate que les partis de gauche, surtout, ont intégré un grand nombre de candidats d'origine allochtone, qui ont fait campagne spécifiquement dans ces milieux-là. Avec des paradoxes. Ainsi, beaucoup de personnes d'origine musulmane votent Groen ou le PVDA (PTB) parce qu'ils sont pour le port du voile mais sur de nombreuses autres questions, comme la mobilité ou la culture de la voiture par exemple, elles ont plutôt des positions de droite... Quoi qu'il en soit, cette année, 18 % des

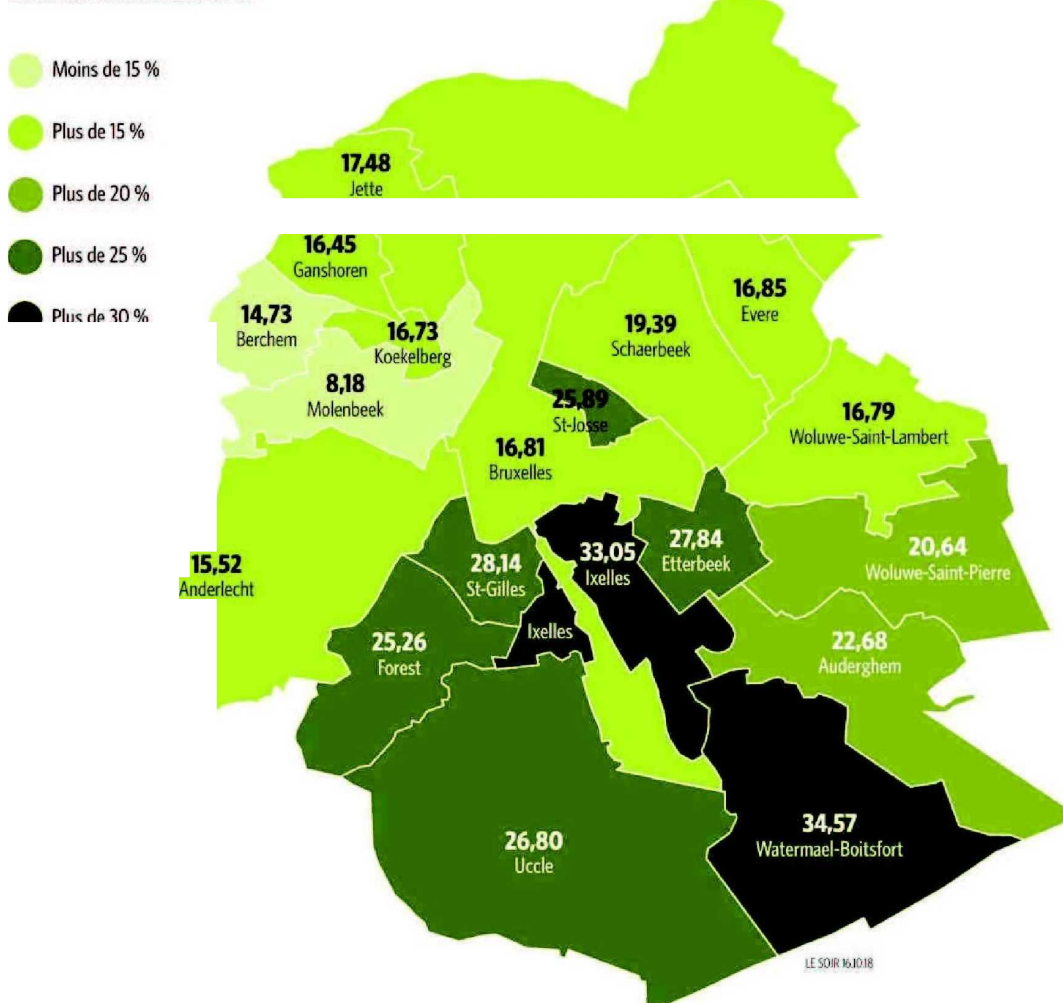
candidats SPA, 17 % des candidats Groen et 16 % des candidats PVDA étaient d'origine allochtone. Les chiffres vont décroissant à mesure que l'on se déplace vers la droite de l'échiquier politique : CD&V, VLD, N-VA et Vlaams Belang, même s'il faut noter qu'à Anvers par exemple, la N-VA avait une échevine d'origine marocaine, en la personne de Nabilla Ait Daoud. » Volonté sincère d'être représentatif de l'ensemble des quartiers d'une entité ou triviale tentative de « pêche aux voix » ? Ce reproche a été entendu par le passé face à certaines listes

réunissant des candidats aux convictions idéologiques relativement « légères ». Le phénomène existe aussi en Flandre, mais Dave Sinardet a tendance à le minimiser. « Tous les partis placent des gens sur leur liste pour les remplir ou parce qu'électoralement ils ont du potentiel et un patron de café très populaire dans un village n'a pas nécessairement, non plus, des idées très développées sur la politique... »

W.B.

Score d'Ecolo-Groen dans les 19 communes bruxelloises

Elections communales 2018



WALLONIE

Un terreau également favorable à Ecolo

Avec 16,4 %, Ecolo réussit une percée importante en Wallonie. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette percée verte.

Récolte. Il y a d'abord l'incarnation progressive du parti. « Là où nous sommes au pouvoir, nous sommes renforcés », insiste Patrick Dupriez, coprésident des verts, qui voit là la possibilité de personifier le travail d'Ecolo et de rassurer l'électeur hésitant. Les exemples d'Enghien ou de Louvain-la-Neuve prouvent qu'une fois aux manettes, Ecolo parvient à convaincre.

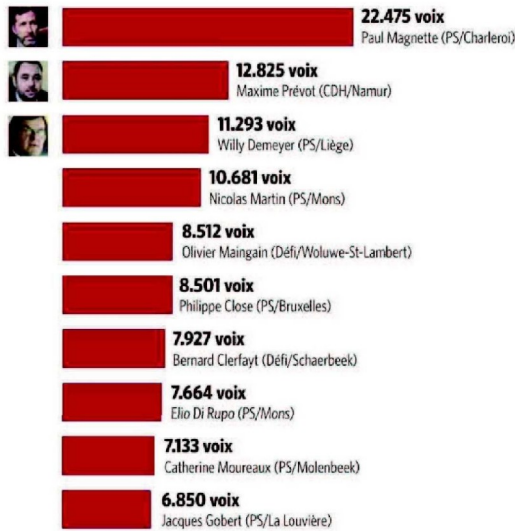
Trend. Les écologistes ont également su tirer profit d'une bonne séquence dans l'actualité : après avoir pu marteler l'importance de la gouvernance et du décumal durant l'été 2017, au point d'entraîner Défi et le PS dans son sillage, le parti a pu compter sur le risque de délestage redouté pour cet hiver et la mise en avant de l'urgence climatique.

Primo-votants. Ces thèmes ont sans doute touché très largement les primo-votants. Or ce 14 octobre 2018, ils étaient 242.744 (9,2 %) à voter pour la première fois dans les communes wallonnes. Un nombre suffisant pour peser sur l'issue du scrutin. Des 18-23 ans qui se sont éveillés à la citoyenneté dans un contexte de grogne sociale (vis-à-vis du gouvernement fédéral, notamment) et d'inquiétude grandissante pour l'avenir de la planète.

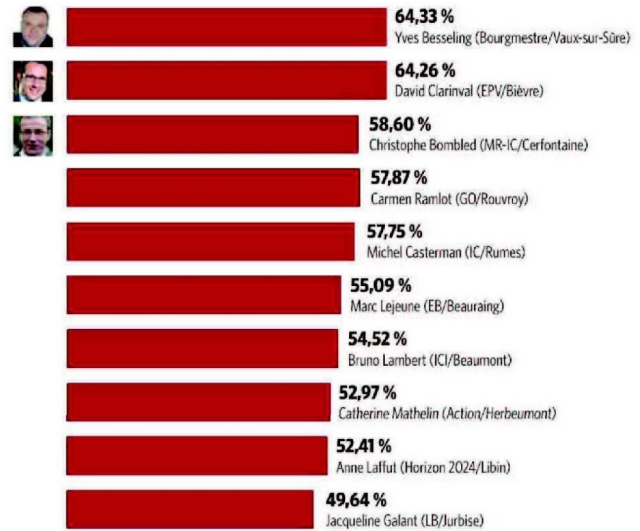
P.L.T



Top 10 des voix de préférence aux communales



Top 10 des taux de pénétration aux communales

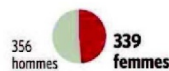


Nombre de femmes élues

en Wallonie



à Bruxelles



Le bourgmestre le plus jeune

27 ans
Arnaud Allart (ECD/Vresse-sur-Semois)



Le bourgmestre le plus âgé

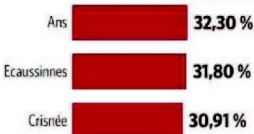
79 ans
André Bouchat (CDH/Marche-en-Famenne)



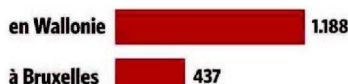
Communes où les femmes ont reçu le plus de voix de préférence



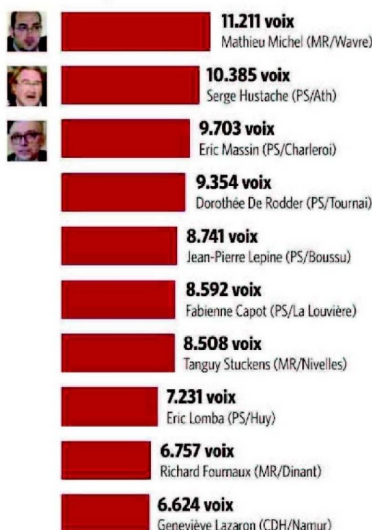
Communes où les femmes ont reçu le moins de voix de préférence



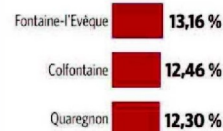
Nombre de candidats qui ont reçu moins de 50 voix



Top 10 des voix de préférence aux provinciales



Le top 3 du taux de votes blancs et nuls en Wallonie



à Bruxelles



Le top 3 du taux de participation en Wallonie...



... et le flop 3



Ils l'ont dit mais... est-ce vrai ?

ELIO DI RUPO

« En tant que président, ces résultats me réjouissent au plus haut point »

VRAI et FAUX

Prenant la parole dimanche soir au siège du PS, Elio Di Rupo n'a pas dérogé à la tradition : on se félicite (à peu près) toujours des résultats obtenus. En l'occurrence, qu'en est-il ? Vrai ou faux ? Les deux, mon capitaine. Vrai : le PS limite la casse vu le contexte que l'on sait (les affaires, l'éviction au fédéral et à Namur), il se maintient dans les bastions (Liège, Charleroi, Bruxelles-Ville) et reste le premier parti francophone. Faux : considérant les résultats aux provinciales, le PS obtient 25 % des suffrages en Wallonie, ce qui représente un minimum historique. Par ailleurs, en tant, cette fois, que candidat montois poussant la liste, Elio Di Rupo passe de 14.378 à 7.664 votes personnels. La chute est lourde bien sûr, mais l'ancien Premier ministre avait assumé son choix de se présenter en quarante-cinquième place et de dire aux Montois que Nicolas Martin avait vocation à devenir bourgmestre.

D.CI ET E.D.

OLIVIER CHASTEL

« Je souligne l'excellent résultat du MR en Wallonie »

EXAGÉRÉ

Le MR est passé de 27,7 % aux provinciales de 2012 à 23,7 cette année, soit une perte de 4 points. Donc parler d'« excellents résultats » paraît pour le moins excessif. Mais le parti voit les aspects positifs en Wallonie : « C'est bien mieux que les 20 % prédits par les derniers sondages. Et la baisse est moins forte que celle du PS. Jamais le résultat n'a été aussi serré entre le MR et le PS. » Et le parti a fait ses comptes : « A ce stade, nous décrochons 95 mayorats en Wallonie (94 en 2012) et 66 majorités absolues, 9 de plus qu'en 2012. » A Bruxelles, le ton est moins euphorique. Normal : le MR y a perdu 4 de ses 6 mayorats (il conserve celui qu'il avait en périphérie). Il se console comme il peut : « Le MR stabilise son nombre d'élus locaux à Bruxelles, mais cela ne se traduit pas par autant de participations du fait de l'excellent résultat d'Ecolo et du choix du PS de nous écarter de plusieurs majorités. » Le MR ne participerait plus qu'à 6 majorités, au lieu de 13.

MA.D. (AVEC BELGA)

OLIVIER MAINGAIN

« Défi a brisé le plafond de verre des 5 % en Wallonie »

VRAI et FAUX

Olivier Maingain a eu ces mots lundi à l'issue du bureau politique de son parti, où tous ont analysé les résultats obtenus dimanche par le parti amaranthe. Alors, ce propos, vrai ou faux ? Un peu les deux. Vrai car, en effet, Défi, ex-FDF, ne se limite plus à la Région bruxelloise. Il émerge en Wallonie. Il franchit souvent, dans nombre de communes, le seuil d'éligibilité. Ce qui n'interdit pas de rêver pour la campagne en vue des législatives de mai 2019. Vrai, donc. Mais faux dans le même temps : l'on voit bien que le « plafond de verre » est un peu bas pour les ambitions affichées par Olivier Maingain lorsqu'il s'est lancé dans l'aventure. Le député bourgmestre (super bien réélu) de Woluwe-Saint-Lambert avait rêvé de voler plus haut le 14 octobre, ce qui l'aurait projeté idéalement vers 2019. Ce n'est pas le cas. Il va falloir s'appliquer. Et constituer des listes autrement compétitives. À suivre.

D.CI

RAOUL HEDEBOUW

« Comme on dit chez nous : oufti ! »

VRAI

On va traduire ces quelques mots sortis du cœur liégeois de Raoul Hedebouw : une telle interjection est clairement un cri de victoire. Et là dessus, il n'y a pas à démentir le porte-parole du PTB. La formation d'extrême-gauche représente à présent près de 9,6 % des suffrages à travers toute la Belgique francophone. En 2014, le parti représentait 5,76 % des voix. Le parti devient aussi la deuxième formation à Charleroi et à Molenbeek et la troisième formation à Liège. À Bruxelles, la gauche radicale passe de 2 à 35 conseillers communaux. Il est donc difficile de contester la victoire de ce parti, dont les cris de joie du porte-parole ne peuvent pas être remis en question.

B.DY

ZAKIA KHATTABI

« A Bruxelles et en Wallonie, la vague verte est là »

VRAI MAIS...

Dans le feu de l'enthousiasme, Zakia Khattabi a eu cette formule dimanche fin d'après-midi, lorsqu'une série de résultats permettaient d'y voir assez clair déjà sur l'état des forces en présence. Bingo : la formule est reprise illico un peu partout, sur les réseaux sociaux, les sites des médias, partout. La « vague verte » s'impose. Mais au fond, qu'en est-il ? Vrai ou faux. Disons : vrai, mais. Vrai pour ce qui concerne la Région bruxelloise, où les verts volent, notamment à Ixelles, à Bruxelles-Ville, à Watermael-Boitsfort. Vrai, mais : en Wallonie, Ecolo avance partout, mais dans des proportions qui n'ont rien à voir avec la vague bruxelloise, ou avec une vague tout court. Soyons justes. Les verts sont les vainqueurs indiscutables de ces élections communales et provinciales, mais pas partout de la même façon.

D.CI

BART DE WEVER

« On a gagné. Personne ne pensait que c'était possible »

VRAI

Fidèle à une habitude prise en 2012, Bart De Wever a fendu la foule à Anvers pour claironner sa victoire. S'il parlait d'Anvers, oui, c'est vrai, le bourgmestre sortant est victorieux. Bon, il perd 2,4 points de pourcentage, mais il fait quasiment le double de son plus proche rival, Groen. Plus globalement, les grands ténors de la N-VA, Jan Jambon et Theo Francken, réalisent eux aussi de très bons scores. Mais malgré ces bonnes performances, la N-VA ne gagne pas sur tous les tableaux. L'université de Leuven a comparé le score de dimanche à celui de 2014. Sous cet angle, le parti national passe de 32,4 % à 24,9 %.

B.DY

BENOÎT LUTGEN**« Je suis satisfait des bons résultats dans plusieurs bastions »****VRAI, MAIS...**

Le CDH est en recul dans toutes les provinces wallonnes et un peu ou beaucoup dans les communes bruxelloises, sauf deux où il est en belle progression. Pas de quoi pavoiser.

Mais les humanistes ont gagné un mayorat dans la capitale et quelques beaux bastions en Wallonie, comme Dinant, tout en ayant perdu Perwez par exemple. Alors plutôt que de se focaliser sur les pourcentages (pas sympas), le

président Lutgen insiste sur ces bons résultats dans quelques villes et communes. Pointant particulièrement Namur, Mouscron et Dour, sans oublier Bastogne. Préférant regarder plusieurs beaux arbres que la forêt.

Mais quelques belles avancées locales ne cachent pas le recul global du parti, même s'il est moins important que ce qu'avaient prédit les sondages. Alors Benoît Lutgen admet des « résultats plus contrastés », notamment à Liège (où le CDH est passé de 14 % à 6,7 %) ou à Charleroi.

MAD. (AVEC BELGA)

MISCHAËL MODRIKAMEN**« Le Parti populaire****QUELQUES NOUVEAUX BOURGMESTRES****Christos Doukeridis**

Né en 1968 à Bruxelles et détenteur de la double nationalité grecque et belge, Christos Doukeridis a plongé dans le bain écologique il y a tout pile 30 ans. Après avoir présidé le parlement francophone bruxellois (2004), il devient secrétaire d'Etat cinq ans plus tard et gère notamment le service incendie pour lequel il fait adopter le cadre linguistique dont l'absence pourrissait la vie de l'institution. Grand amateur de cuisine, il a d'ailleurs un temps évoqué l'idée de tout plaquer pour s'atteler à la rédaction de livres de recettes. Christos Doukeridis passe pour un homme habile en négociations, il a été le représentant de son parti lors des palabres institutionnelles. S'il sait se montrer affable et jovial, il peut avoir aussi parfois un petit côté soupe au lait.

P.L.E

Mathilde El Bakri

L'entrée en matière est pour le moins frassante : avec 2.901 voix de préférence engrangées, la tête de liste du PTB à la Ville de Bruxelles, Mathilde El Bakri, a créé la surprise en devançant même Alain Courtois

(MR, 2.760 voix), pourtant premier échevin sortant, sur le plan du score personnel. « Je pense que ça témoigne d'une volonté d'avoir des élus qui ont les pieds sur terre », analyse cette native de Bruxelles âgée de 33 ans en faisant valoir son parcours personnel. « J'ai commencé à travailler à la Fnac, en tant que caissière, puis au CPAS de Schaerbeek avant de travailler à l'accueil pour Médecine pour le peuple », le réseau de maisons médicales chapeauté par le PTB. Déjà élue à la Région, la conseillère annonce déjà qu'elle ne se présentera pas aux élections de mai 2019.

A.S.E.

Paul-Olivier Delannois

Le terrain, rien que le terrain. A Tournai, Paul-Olivier Delannois a démontré combien les électeurs sont attachés à la proximité d'un bourgmestre, à son action au quotidien. Celui qui se fait appeler « Polo, tout simplement » a pris les rênes de la ville en 2012, faisant fonction de bourgmestre durant six ans en lieu et place de Rudy Demotte qui n'a jamais quitté ses mandats ministériels. Au départ de Marghem au fédéral en 2014, il a très vite compris son intérêt à rester très actif à Tournai pendant

que les deux ministres et ténors politiques (Marghem et Demotte) vaquaient à leurs occupations à Bruxelles. Et au regard de ses 5.700 voix de préférence, on peut dire que sa « vista » politique et son rôle de « shérif » de la ville ont été largement payants.

S.DX

Nicolas Martin

A 42 ans, Nicolas Martin (PS) obtient ce qui lui était promis de longue date : l'hôtel de ville de Mons. Il connaît la maison puisqu'il est échevin depuis 2006 et fut bourgmestre ff de 2012 à 2014. Tout indiquait que ce garçon brillant serait un jour le successeur d'Elio Di Rupo. Ce dernier a choisi le jour et l'heure du passage de relais, qui s'est déroulé sans heurts, mais aussi sans effusions. Les deux hommes se respectent, mais les ambitions de son cadet commençaient à faire de l'ombre à l'ancien Premier ministre. Nicolas Martin était ainsi devenu président de la Fédération PS de Mons-Borinage. A la tête d'une courte majorité de 23 sièges, le bourgmestre entamera ce mardi « une large concertation ».

E.D.

Julie Chantry

Chez les guides, elle était « Renardeau Eclats de rire acquis ». Ce qui en dit long sur son pedigree. Julie Chantry, 43 ans, faisait de l'écologie avant de s'impliquer dans la locale. Elle s'occupe toujours du groupe d'achats en commun de produits maraîchers qu'elle a créé. Et quand l'ancienne échevine Cécile Lecharlier lui a demandé de se présenter aux élections en 2012, elle a accepté sans hésiter. Elle a même fini par reprendre son poste avant d'être adoubée comme tête de liste. Et de faire 1.752 voix de préférence. Soit bien mieux que ce que son prédécesseur, Jean-Luc Roland, avait obtenu pour son premier mandat. « Une chouette passion », dit-il à celle qui devient la première bourgmestre Écolo de Belgique au féminin.

J.-P. D.V.

Sofie Merckx

Un sourire et un léger accent flamand... Ne vous y fiez pas : charmante, Sofie Merckx sait aussi montrer un autre visage. Celui de l'intransigeance. Cheville ouvrière des maisons médicales que le parti marxiste-

léniniste a implantées sur Charleroi, elle a résisté aux attaques de l'Ordre des médecins. Cadre pétéiste, elle incarne la dualité du renouveau de la formation d'extrême gauche : un discours sincère mais parfois à la limite du slogan et un bagage idéologique qui structure une analyse de la société et des rapports de force qui la sous-tendent. Forte des 15,73 % de sa liste et de ses 4.163 voix de préférence, elle s'apprête à discuter avec Paul Magnette. Pas sûr qu'ils parviennent à s'entendre.

P.L.T

Jordan Godfriaux

Beaucoup d'amis lui avaient dit qu'il ferait mieux de se présenter sur la liste d'André Antoine. Jordan Godfriaux s'est pourtant engagé, il y a 12 ans, par passion. Né à Malèves-Sainte-Marie-Wastines il y a 40 ans, le libéral a seulement, il y a quelques mois, commencé à imaginer qu'il pourrait, avec les Écolos, battre celui qui était en place depuis 18 ans. Agriculteur, il aime croquer dans tout ce qui est « bon et local », au propre comme au figuré. Le tombeur d'André Antoine souhaite faire en sorte que

quintuple le nombre de ses sièges »**FALLACIEUX**

A lire ces lignes sur le site lepeuple.be, propriété du Parti populaire, on pourrait croire à une grande victoire, une marée brune. Tout est relatif. Il est plus facile de quintupler son résultat quand on part de rien ou presque. Ainsi, le parti de Mischaël Modrikamen passe de 2... à 11 sièges de conseillers communaux. Si l'on compare le score global du PP avec celui de 2014, on assiste à une baisse : de 4,86 % à 3 % ce dimanche. Le parti proche de l'extrême droite aurait pu capter

une partie du vote de rejet manifesté dimanche. Mais, manifestement, les électeurs ont préféré le PTB. Ceci ne doit pas occulter quelques succès locaux, comme à Dison, en région verriétoise, où le Parti populaire devient la deuxième force politique.

B.DY

« chaque membre du personnel soit égal aux autres et que tous les citoyens se sentent fiers d'être Perwéziens ». Avec une voix de majorité, ce sera dur, « mais on le réussit déjà fort bien à la Région wallonne » avec... André Antoine comme président !

J.-P. D.V.

Axel Tixhon

Il est donc l'homme qui est parvenu à faire tomber le toujours très populaire Richard Fournaux et à s'emparer des clés de la Ville de Dinant. Le nouveau bourgmestre n'est pas un inconnu en Haute-Meuse, ni d'ailleurs à Namur où il est lié à la vie académique. Il y est professeur à l'université, historien, grand spécialiste de la Première Guerre mondiale. Sa grande présence dans les médias à l'occasion des commémorations - Dinant est l'une des villes martyres - a sans doute contribué à asseoir sa popularité auprès d'un public qui ne suit pas la politique locale de très près. Très présent sur le terrain, son parcours révèle des qualités de négociateur et de facilitateur.

L. SC.

« Ça donnait l'impression de deux sales gamins qui se battent sur la place publique »

La les yeux rougis par la fatigue. Le visage marqué. Certes, il a à peine dormi. Mais ce sont surtout les stigmates de la campagne qui se peignent sur son visage. Cette campagne qui l'a vu s'opposer à son propre frère à Bastogne. Ou plutôt qui a vu son frère Jean-Pierre s'opposer à lui dans une tentative de lui ravir le mayorat. Alors Benoît Lutgen-le-secret a accepté de se livrer sur cette élection à nulle autre pareille. De nous confier comment il l'a vécue. « Une seule fois, hein. Après, on ouvre une nouvelle page. » Une manière pour lui de « clore le chapitre », pas de relancer la polémique. Voici donc sa version personnelle de « cette mauvaise comédie ».

Bien sûr, il est « heureux » de cette victoire sans contestation dans sa ville. Mais elle a, aussi, un goût particulier. « La victoire était magnifique dimanche, j'étais bien sûr heureux, pour l'équipe, pour la population dont l'enthousiasme me donne des ailes. Mais au fond de moi-même, il y a quelque chose... » Il cherche les bons mots. « C'est mon frère... Ce n'est pas comme si j'avais remporté une victoire face à quelqu'un qui n'a pas de lien de parenté avec moi. »

A plusieurs moments, il commence une phrase, ne la finit pas. Pèse la bonne tournure. Pour se plier à l'exercice de l'interview sans trop se livrer. On ne se refait pas. Puis, il « n'a pas encore totalement le recul pour bien analyser les choses ». En fait, assure-t-il, il n'a toujours pas compris la candidature de son frère. « Au départ, j'étais dans une forme d'incompréhension, je me suis interrogé sur l'intention réelle. Pourquoi cette volonté de se présenter "contre" ? J'ai eu beau entendre les arguments, débattre, j'ai encore aujourd'hui des difficultés à comprendre le sens de la démarche. Même si c'est tout à fait respectable de présenter un projet, mais je jugeais notre bilan excellent. Ensuite, il y a eu une forme d'"inquiétude", singulièrement pour mon père car je me demandais : "Est-il bien raisonnable de lui faire vivre ça ?" Elle s'est ensuite estompée car il avait le recul nécessaire. » Même si cet élément revient : préserver son père, Guy Lutgen, 82 ans, qui avait pris parti pour lui.

Enfin, est venue la crainte d'une campagne communale détournée de ses enjeux locaux au profit du seul duel fratricide. « Je suis pas-

sionné par ma commune et je n'avais pas envie que l'on vole l'élection aux Bastognards, en la présentant médiatiquement comme un combat entre deux frères. Un scrutin, c'est avant tout un début d'idées. Et là, je me suis dit que la campagne allait complètement être mise sur le côté. Que j'allais être pris bien malgré moi dans une forme de théâtralisation où ma vie familiale et personnelle serait mise sur la place publique, même dans les journaux étrangers. Ce que je dé-

teste par-dessus tout, moi qui ai éloigné vie privée et vie publique. C'était l'élément le plus dur, car on était dans l'intime, le familial et pas du tout dans la politique communale. Et mon équipe en a subi les conséquences aussi. Heureusement, au niveau local, les choses se sont remises en place au fil du temps. »

« J'étais vraiment gêné »

Sa vie familiale mise à nu, ce n'est effectivement pas le truc de Benoît Lutgen. D'autant, ajoute-t-il, que « je ne voulais pas corriger certaines choses hallucinantes que j'ai lues ». Comme ? « Certains portraits étaient éloignés de la réalité, parfois publiés sans même m'appeler, même chose pour Jean-Pierre, je crois. Au plus profond de mes tripes, je m'en voulais donc pour les Bastognards qui devaient subir ça, mes équipiers aussi. Et cela ne s'est pas atténué au fil de la campagne : il y a eu des propos extrêmement agressifs, des attaques très personnelles, plus de l'entourage de Jean-Pierre que de lui-même. Cela m'a fait mal aussi par rapport à l'image de marque de Bastogne. »

J'étais vraiment gêné. Cela donnait l'impression de deux sales gamins qui se battent sur la place publique... Ce n'est pas ça la vie, ce n'est pas moi, ce n'est pas ma ville. »

Alors posons la question : Benoît en veut-il à Jean-Pierre de s'être présenté contre lui ? Là, la réponse fuse : « Non. » Il pèse à nouveau ses mots. « Sans doute que c'était plus fort que lui de ne pas franchir ce pas-là. Donc je ne lui en veux même pas. J'ai été attristé par moments pendant la campagne oui, mais... Pfff... » La réponse se termine en un soupir.

Oui, « pour les Bastognards, pour mon équipe, pour mon père et inévitablement pour moi-même », il aurait préféré une autre campagne. Et la réponse est encore oui quand on lui demande s'il en sort « mar-

qué ». Alors aujourd'hui, il reste quoi de tout ça ? « Quelqu'un m'a dit la nuit de l'élection : "Tout ça pour ça..." C'est assez bien résumé. J'espère profondément, d'abord pour lui, qu'il pourra trouver une forme d'apaisement et de bonheur. »

Il, c'est bien sûr Jean-Pierre Lutgen. Il n'ira pas plus loin sur ce qu'il aimerait dire à son frère. « Je n'ai rien à ajouter. Si j'ai quelque chose à lui dire, je prendrai mon téléphone et le lui dirai. » Sauf que les deux frères ne se parlent plus. Et qu'ils ne se sont pas téléphoné dimanche soir après les résultats. « J'ai reçu des messages de félicitations de certains candidats de sa liste. Mais lui l'a dit publiquement. »

« Je ne crois pas que ma défaite aurait réglé quoi que ce soit »

Une petite pause, puis il ajoute : « L'engagement public, cela ne doit jamais être un combat contre une personne, ça n'a pas de sens. » Et encore : « Si les résultats avaient été différents (comprenez : si Jean-Pierre Lutgen avait gagné), je ne pense pas que ça aurait réglé quoi que ce soit. Il avait engagé le processus depuis bien longtemps, il avait entraîné ces gens, des présidents de parti étaient venus à Bastogne. Olivier Maingain, Zakia Khattabi, Paul Magnette avaient tourné une vidéo. Pour finalement arriver au même résultat que la liste @venir en 2012. » Pas sûr, donc, que la victoire de Jean-Pierre Lutgen aurait apaisé la relation fraternelle.

Au fond, ces présidents de parti qui ont soutenu son frère, même le

MR, son allié en Wallonie, alors que l'objectif était de le renverser, il en pense quoi comme président du CDH ? La réponse est brève : « Chacun reste libre. Je les renvoie vers eux-mêmes. Et d'autres personnalités, non CDH, m'ont soutenu également. » Mais cela pourrait laisser des traces pour les coalitions à former ? « Noooooon... La question qu'il faut se poser dans ces cas-là : aurais-je fait la même chose ? » Et ? « Ah non ! D'ailleurs, Alain Maingain est venu se présenter chez nous un moment et je n'ai jamais essayé d'en jouer. Ça m'a mis mal à l'aise. Alors qu'il ne s'est pas présenté contre son frère. »

Là, on se dit que certains vont la trouver fort de café : quoi, le président du CDH qui a tiré la prise du gouvernement wallon avec le PS en pleine législature donne des leçons de bonne conduite présiden-

tielle à ses homologues ? Touché : « Mais ça n'a rien à voir ! Toutes les formations politiques ont décidé de voter un texte permettant, si un problème se posait dans une majorité, d'en changer durant une législature. Et tous les partis l'ont fait au moins une fois. Qu'ils continuent à entretenir ça comme si

c'était la fin du monde... Surtout le PS, comme si l'Etat leur appartenait ! C'est complètement dingue. Qu'ils interdisent le divorce aussi ! » Là, on l'a énervé, Benoît Lutgen... Presque plus que ces présidents qui sont venus dans sa ville soutenir son frère. « J'ai aperçu un regard malicieux d'Olivier Maingain, je le mets sur le compte de son plaisir d'être venu dans notre belle commune de Bastogne. »

« La foudre est tombée à côté »

Et le président du CDH, justement, il se sent comment aujourd'hui, lui qui était passablement secoué en interne l'an dernier ? Benoît Lutgen se fait lyrique : « Quand on vous prédit tous les jours un orage violent avec de la foudre qui va s'abattre sur la maison, et que, finalement, la foudre tombe à côté, qu'il y a quelques nuages gris et de la pluie, et pas sur tout le territoire, plus un bel arc-en-ciel et quelques très beaux rayons de soleil, vous vous dites qu'une fois de plus, entre les sondages et la réalité des chiffres, il y a un océan. On nous disait au coude-à-coude avec Défi en Wallonie, et on annonçait Défi à 15 % à Bruxelles et nous à

6 % Or, on a 4 bourgmestres à Bruxelles, plus que le MR, Défi et Ecolo. On atteint tout le moment 59 mayeurs. Bien sûr, les résultats sont contrastés, je suis nuancé, et il y a aussi de la pluie sur la Ville de Bruxelles comme annoncé, mais elle va faire germer ce que nous avons semé avec de nouveaux candidats et têtes de liste. » Même si le parti devra « plus affirmer son projet de ville et faire preuve d'un peu plus d'audace ». C'est-à-dire oser le débat de compétences transférées à la Région (« il faut un plan de mobilité global »), des zones de police, de la fiscalité...

Finalement, après cette campagne éprouvante, Benoît Lutgen, qui aurait quitté la politique s'il avait perdu Bastogne, n'aurait-il pas préféré profiter du moment pour changer de vie ? « Je me suis posé la question. J'avais en tête le discours que je ferais si j'avais perdu. Car il existe d'autres formes d'engagement, dans le monde associatif... » Mais il a gagné Bastogne. Malgré cela, on sent qu'il s'interroge sur sa présence en politique. Mais il n'en dira rien. Il en a déjà dit beaucoup sur cette « mauvaise comédie »... ■

Dans nos provinces, des personnalités ont explosé les compteurs

En dehors des « ténors » wallons souvent bourgmestres des grandes villes, d'autres candidats ont réalisé des performances personnelles très impressionnantes démontrant le côté « hors norme » des élections communales.

En Wallonie picarde, le bourgmestre de Rumes, Michel Casterman (IC), confirme sa popularité puisqu'il a recueilli le vote de près de 60 % de ses électeurs. Dans la région, c'est lui qui recueille le meilleur taux de pénétration. Loin derrière, le bourgmestre de Mont-de-l'Enclus, Jean-Pierre Bourdeau-huy (MR), obtient la confiance de plus de 40 % de ses votants. Mais c'est la terrible performance de Vincent Palermo (MR) à Péruwelz qui était sur toute les lèvres dimanche soir. Non seulement près d'un électeur sur trois a voté pour le président du CPAS, mais ce dernier est parvenu, avec ses 3.033 voix de préférence, à faire de son parti, le MR, le premier à Péruwelz, pourtant un bastion socialiste.

En région montoise, la question est de savoir où s'arrêtera Jacqueline Galant (MR)... Certes, sa Liste de la bourgmestre ne progresse pas en sièges (17 sur 21), mais pour le reste, les résultats sont encore plus favorables qu'en 2012. Jugez plutôt :

74,50 % des voix pour la liste contre 68,13 % en 2012 et un peu plus de 60 % en 2006. A titre personnel, l'ancienne ministre fait aussi le plein

de voix de préférence : 3.366 cette fois contre 2.972 il y a six ans. Un bonheur familial n'arrivant jamais seul, Jacqueline Galant voit aussi sa sœur aînée Isabelle l'emporter dans la commune voisine de Lens. Cela avait déjà été le cas en 2012, mais un renversement d'alliance avait renvoyé Galant-bis dans l'opposition. Isabelle, devenue députée fédérale en 2017, tient sa revanche : le MDC (Mouvement démocratique communal) a remporté 8 sièges sur 15.

Dans le Namurois, en nombres absolus, le score le plus impressionnant est sans surprise celui de Maxime Prévot : 12.825 voix (plus du double d'Éliane Tillieux, cheffe de file du PS à la Ville de Namur). Le combat des chefs attendu à Rochefort a tourné à l'avantage de Pierre-Yves Dermagne (2.109 voix), au détriment de François Bellot (1.546). Claude Eerdekens à Andenne et Jean-Charles Luperto à Sambreville

assurent leur majorité absolue PS, en signant de très bons scores. Enfin, un score a été particulièrement scruté à Bièvre, où David Clarinval emmenait l'unique liste en lice. Près

de 16 % de tous les électeurs de sa commune ont nominativement voté pour lui.

Luxembourg, Liège et Brabant

En province de Luxembourg, il n'y avait pas de suspense à Vaux-sur-Sûre, comme dans trois autres communes en Luxembourg où il n'y avait qu'une seule liste en lice. Avec 2.343 voix de préférence, le bourgmestre sortant Yves Besseling monte sur la plus haute marche du podium wallon pour ce qui concerne le taux de pénétration, c'est-à-dire le ratio entre le nombre de voix obtenues et le nombre d'électeurs, soit un score énorme de 64,33 %.

Dans la région liégeoise, l'ancien bourgmestre destitué de Remicourt, qui avait fait l'objet d'une motion de méfiance il y a un peu plus d'un an, est revenu en force pour ces élections communales. La liste Renouveau qu'il avait récemment créée est arrivée en tête en récoltant 1.384 voix, soit 34,69 %. Mais ce n'est pas tout, si cette liste a fait sensation, Thierry Missaire a lui aussi été plébiscité puisqu'il a réalisé un excellent score en matière de voix de préférence. Le nouveau bourgmestre de la commune a obtenu à lui seul 1.050 voix, soit 26 % des votes.

A Huy, le PS est une nouvelle fois arrivé en tête des élections communales avec 4.482 voix, soit 35,32 %. Et c'est le bourgmestre faisant fonction jusqu'ici qui a été choisi pour être à nouveau à la tête de la ville. Si Christophe Collignon a largement écrasé ses concurrents, il a surtout fait le plein en voix de préférence. Le

nouveau maire hutois a récolté à lui seul 2.198 voix, ce qui équivaut à 22,20%. Un score extrêmement élevé quand on voit qu'Étienne Roba, la deuxième personnalité à avoir obtenu le plus de voix sur la liste PS, en a récolté 958, soit 9,67%.

Enfin, en Brabant wallon, 5.201 voix, c'était le record de voix de Serge Kubla. Le bourgmestre libéral de Waterloo était alors en 2006 au faite de sa gloire. Six ans plus tard, il baissait légèrement à 4.767 unités. C'est écrire aujourd'hui que le score obtenu par celle qui l'a remplacé est historique dans l'entité. Non seulement Florence Reuter est la première femme à occuper le maiorat depuis 1796, mais elle a surtout trusté 5.691 voix. C'est le douzième meilleur score en Wallonie, mais dans le Top 50, c'est aussi le cinquième meilleur taux de pénétration, avec 32,74 %. ■

S. Dx., J.-P. d.V., J.-L. B., L. Sc., E.D.

A Libramont, Hélène Arnould met fin à 60 ans de suprématie libérale

A Libramont, on peut parler d'un séisme politique puisque les libéraux, présents à la tête de la Ville depuis près de 60 ans, sont relégués à l'opposition. Tête de liste et bourgmestre en place, Paul Jérrouville ne fait d'ailleurs que le troisième score de sa liste, lui qui avait pourtant clamé lors d'un récent débat qu'il ne voyait pas pourquoi il perdrait la majorité absolue... Si sa liste Chevi 2018 empoche 43,3 % des voix, pour 40,98 % pour la liste Libra@Vous, soit dix sièges chacun, c'est Libr'Envol et le siège restant qui ont fait pencher la balance. Hélène Arnould qui emmenait Libr@Vous se

retrouve donc bourgmestre.

Comment vivez-vous cette situation toute nouvelle pour vous ?

Avec beaucoup d'émotion, mais je suis heureuse que notre travail d'équipe ait payé. C'est vrai que je vais débarquer dans un milieu que je ne connais pas et cela va changer ma situation professionnelle. Nous avions un accord interne qui disait que celui qui était élu bourgmestre devait être présent chaque jour à la commune. Ce sera le cas. Je travaille comme employée dans le secteur bancaire, chargée des PME, je vais voir

avec mon employeur comment m'organiser pour apprivoiser ce nouveau métier et travailler main dans la main avec le personnel communal.

Vous portez un nom connu à la tête de la commune...

De fait, je suis la petite-nièce de Pierre Arnould qui a cédé son poste de bourgmestre à Paul Jérrouville durant cette mandature. Même si je suis novice, j'ai toujours eu un intérêt pour la chose politique. J'ai d'ailleurs suivi des cours de sciences administratives pour mon expérience personnelle.

Votre liste est pluraliste puisqu'on retrouve notamment Jacques Balon, ancien député provincial MR, et Marie-Eve Hannard, actuelle conseillère provinciale CDH, et Roland Déom. Et vous ?

Tous ces gens ont évidemment du bagage politique et ce sera un plus bien utile au quotidien. Pour ma part, je suis une citoyenne neutre et ma volonté est clairement de garder cette neutralité. Je pense qu'il y aura de bonnes idées à aller chercher chez tous nos colistiers. Tout comme Guillaume Hotton, j'ai été contactée

par une autre liste voilà des mois, mais cela ne correspondait pas à notre vision d'avenir, à notre philosophie politique. On s'est dit qu'on pourrait rassembler d'autres citoyens pour envisager la chose. Certains nous ont rejoints mais pas tous, pour être candidats. Et on a fait une liste avec de nouveaux venus et des gens d'expérience.

Les discussions avec la liste Libr'Envol ont été rapides ce dimanche soir ?

On s'est mis autour de la table et on a

vite compris que l'on voulait travailler dans la même direction, apporter du renouveau comme les Libramontois l'ont souhaité. Nous n'avons pas eu de contact avec la liste Chevi 2018.

La majorité sera tout de même étriquée (11/10)...

Oui, on en est bien conscients, et on espère qu'on pourra mettre en œuvre un projet que l'opposition comprendra et que leur but ne sera pas de casser systématiquement notre travail. On sera donc aussi à leur écoute. ■

Propos recueillis par
JEAN-LUC BODEUX

Hélène Arnould

La future bourgmestre qui habite Libramont aura 30 ans ce 27 octobre.

Gestionnaire bancaire chargée des PME dans la région de Libramont-Bastogne, elle a en poche un master en sciences économiques de l'UCL. Elle a aussi suivi des cours de sciences administratives donnés par la Province.

Mont-Saint-Guibert

Breuer, le fils après le père

Son père, Jean-François, lui a inculqué les valeurs d'honnêteté, d'intégrité et de droiture. Rien ne le destinait à se lancer en politique, si ce n'est d'avoir un paternel bourgmestre de Mont-Saint-Guibert et deux aïeux qui furent bourgmestres de Bousval. Au décès prématuré de l'homme jovial qui distillait ses rires au conseil, Julien Breuer s'est retrouvé face à

un schisme de l'Union communale. Six ans plus tard, après un mandat de premier échevin, le réformateur a repris la charge mayorale. Il travaillera même avec l'humaniste Marie-Céline Chenoy, la fille de Daniel Chenoy, qui avait assumé la charge de la commune pendant l'indisponibilité de son père avant son décès.

Fidélité est bien le mot qui caractérise Julien Breuer qui, à 33 ans, vient de décrocher la majorité absolue d'une cité jusqu'ici connue pour sa méga décharge wallonne et sa brasserie Vieux-Temps. Avec 970 voix de préférence, sa première réaction aura été d'afficher son émotion envers un père « qui serait aujourd'hui fier de moi ». Pour l'avoir connu, on peut même écrire « dont il était déjà si fier »...

Pour plus de cohésion

J.-P. D.V.

Seraing

Francis Bekaert, pure souche

Avec un score de 15,68 %, Francis Bekaert est devenu, durant la nuit de dimanche à lundi, le nouveau bourgmestre de la ville de Seraing. « J'ai été très heureux d'apprendre la nouvelle. Cette campagne électorale a été assez difficile à gérer pour ma part parce qu'elle a beaucoup été individuelle. Mais je suis content

de voir que les citoyens ont finalement préféré choisir l'expérience et la sagesse. Toutefois, je dois avouer que j'étais relativement confiant par rapport aux résultats », commente-t-il au lendemain de sa victoire aux communales. Et si le nouveau bourgmestre a rapidement montré de l'assurance, c'est bien parce que les Sérésiens sont habitués à sa présence ainsi qu'à son travail sur le territoire.

« Envie d'extérioriser mes valeurs »

Il n'est assurément pas un novice en matière de politique. Né à Seraing en 1959, Francis Bekaert a habité Jemeppe pendant 30 ans avant de déménager pour le quartier de la Chatqueue. Il a été diplômé de l'École polytechnique de Seraing avant de poursuivre ses études à l'ULiège afin de devenir pharmacien. Son diplôme en poche, il a travaillé pendant 20 ans à la

pharmacie du peuple à Seraing où il s'est peu à peu fait connaître par la population. « Je me suis ensuite lancé dans la politique parce que j'avais envie d'extérioriser mes valeurs et idéaux. Je croyais fermement au social et au Parti socialiste », souligne-t-il. C'est ainsi qu'il est devenu conseiller communal en 1988 puis conseiller du CPAS en 1995 et président du CPAS deux ans plus tard. Un poste qu'il a occupé jusqu'à sa nomination, en juillet dernier, en tant que tête de liste du PS. Fraîchement élu bourgmestre, le Sérésien compte bien faire honneur à ceux qui l'ont soutenu et n'en oublie pas moins le travail à fournir prochainement. Son premier objectif est d'ailleurs de s'attaquer à la finalisation du Master plan, lancé par Guy et Alain Mathot. ■

IRIS ZARBO